

Comme des relents de Bataille d'Alger dans les arrière-cuisines de l'Europe

La montée de l'islamisme à travers l'Europe ne laisse pas inertes les services de police des différents états qui la décomposent. Contrairement à ce que peuvent penser certains de nos concitoyens, ils sont parfaitement informés de ce qui se trame un peu partout. Les fiches alimentées par des services d'information efficaces s'accumulent sans qu'elles puissent réellement être exploitées du fait des contraintes imposées, par le droit local en particulier, par les droits de l'homme en général. Les informations circulent, mais à quoi bon puisque, tant que « le radicalisé » n'est pas passé à l'acte, il est innocent.

Quelques hauts responsables aussi frustrés qu'impuissants en viennent à farfouiller dans les poubelles de l'histoire pour retrouver quelques précédents particulièrement instructifs... Chut ! Des oreilles malveillantes peuvent nous entendre...

« Mais oui, mais c'est bien sûr ! » comme le clamait un commissaire célèbre : « L'Europe, c'est l'Algérie des années cinquante ! » Comment ont été démantelés les réseaux des poseurs de bombe de la Zone Autonome d'Alger de Yacef Saadi ? Comment ont été anéanties les filières de trafiquants d'armes qui alimentaient les maquis de l'Armée de Libération Nationale ou ses unités cantonnées au Maroc et en Tunisie ?

Comment la 10^{ème} Division de Parachutistes avait-elle pu gagner la Bataille d'Alger ? Impuissant à régler le problème selon les procédures de droit applicables en temps de paix, malgré les informations qui s'accumulaient dans les commissariats, le gouvernement avait usé surnoisement d'un très inattendu coup de Massu. Il faisait de ce brave général un préfet de police tout à fait présentable, avant de lui confier les pleins pouvoirs en matière de sécurité. On connaît la suite.

Si pour la sécurité intérieure le dispositif s'avérait efficace, qu'en était-il de la sécurité extérieure ? Comment contourner cette impunité *de facto* dont bénéficiaient les trafiquants commandités par des puissances étrangères ? Les règles de droit international ne pouvaient être bafouées ouvertement, d'autant que l'ONU commençait à loucher dans les gamelles françaises pour voir ce qui s'y mitonnait. Curieusement on assista à l'émergence d'une organisation occulte qu'on s'empressa de baptiser « Main-Rouge ». Elle frappait dans toute l'Afrique du Nord, voire en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Italie, véritables nids de trafiquants d'armes et de réseaux de soutien financier. De temps à autre un navire chargé d'armes coulait, victime d'une regrettable explosion. L'un des membres « bienfaiteur » de cette ténébreuse organisation, Bob Maloubier, un ancien résistant, agent du Service Action du Service de Documentation Extérieure et Contre-Espionnage (le sulfureux SDECE), rappelle non sans malice, ce que fut son action : « *Chaque fois qu'il y avait quelque chose on disait : c'est la Main rouge ! Et la Main rouge n'existait pas du tout ! Ca couvrait le service.* »

Comme le dira tout au long de sa vie, un adepte farouche de la takya politicienne, ce vieux retors de Grand Charles : il n'y a pas d'omelette sans casser des œufs. Encore faut-il s'accorder sur leur nombre (les harkis l'apprendront à leurs dépens).

L'histoire qui aime bien s'accorder çà et là un petit moment de détente, nous offre un curieux détour qui ne manque pas de piquant. Certes, il s'agissait alors d'extirper le terrorisme comme n'importe quelle tumeur maligne, mais tout de même ! Dès l'automne 1961 et compte tenu des pourparlers entrepris avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), la police métropolitaine, (notamment celle de la Seine) reçut l'ordre de lever le pied dans la chasse aux hommes de la wilaya VII, quand bien même flinguaient-ils à tout-va des commissariats de quartiers et des policiers tant européens que musulmans, avant de mutiler ou d'abattre par centaines leurs coreligionnaires qui refusaient de payer l'impôt patriotique ou qui fricotaient avec le MNA. Alors que leurs armoires débordaient de fiches concernant collecteurs et tueurs, des officiers de police, outrés, fournirent les informations à l'O.R.O (Organisation-Renseignement-Opération) de l'OAS. Ses commandos se firent alors un devoir d'effectuer des descentes punitives dans les cafés nord-africains où siégeaient les tribunaux du FLN.

Et les années passèrent. Alors ministre de l'intérieur, Charles Pasqua qui avait fréquenté bon nombre des officines évoquées ci-dessus, ne voyait qu'un moyen pour dissiper les sombres nuages qui commençaient à s'amonceler au-dessus de nos têtes : terroriser les terroristes. Pourquoi pas ! Mais comment ? Aujourd'hui le problème qui n'a fait que se compliquer (Schengen oblige) reste entier d'autant qu'il affecte notre continent dans son ensemble.

Allons Angela, réfléchissez. Comment effrayer des djihadistes qui, jusqu'à présent, se réjouissent de ne voir en l'Allemagne qu'un gigantesque « Open Club Med » ?

Et vous chère Theresa, comment foutre les jetons à des Anglais de fortune pour lesquels le multiculturalisme n'est qu'une façade permettant de masquer le bétonnage d'un communautarisme pur et dur ?

Quant à vous, brillant Emmanuel, humaniste convaincu, quand et comment rendrez-vous verts de trouille ces adeptes de la takya originelle, la vraie ? Ils usent et abusent de la tolérance comme d'un bouclier, pour poursuivre le travail de sape de ce que vous appelez les sacro-saints principes de la république ? Souvenez-vous des paroles de ce grand républicain qu'on ne manque pas d'honorer, encore de nos jours, Georges Clemenceau (surnommé d'ailleurs le Tigre, pas le Minet) : « La tolérance ? Il y a des maisons pour cela ! » Au nom de cette fausse tolérance, parce que unilatérale, n'institutionnalisons-nous pas un bordel sauvage fermé à tout contrôle prophylactique. Et la vérole de se répandre à travers le pays...

Vous, grand adepte des Lumières, craignez que quelques confréries d'imams particulièrement radicalisés, ne viennent les souffler en imposant ce couvre-feu islamiste qui plonge déjà dans les ténèbres quelques contrées de notre planète.

Jean-Pierre Brun

Mots-Clés : Molenbeek, Saint-Denis, Algérie, Zone Autonome d'Alger, Yacef Saadi, Armée de Libération Nationale, 10^{ème} Division de Parachutistes, Général Massu, Bataille d'Alger, Main rouge, Service de Documentation Extérieure et Contre- Espionnage (SDECE) , Bob Maloubier, de Gaulle, Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), Mouvement Nationaliste Algérien (MNA), Organisation-Renseignement-Opérations de l'OAS, Charles Pasqua, Angela Merkel, Theresa May, Emmanuel Macron, Georges Clemenceau,